



Conseil de sécurité

Distr. générale
3 août 2012
Français
Original : anglais

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre ci-joint au Conseil de sécurité le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les états financiers de la Commission d'indemnisation des Nations Unies pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011.



**Rapport du Comité des commissaires aux comptes
au Conseil de sécurité sur les états financiers
de la Commission d'indemnisation des Nations
Unies pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011**

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Rapport du Comité des commissaires aux comptes (opinion des commissaires aux comptes) .	3
II. Rapport détaillé du Comité des commissaires aux comptes.	5
Résumé.	5
A. Considérations générales	8
B. Mandat, étendue des vérifications et méthode	8
C. Constatations et recommandations	9
D. Informations communiquées par l'Administration.	14
E. Remerciements	15
Annexe	
État d'avancement de l'application des recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2009	16
III. Certification des états financiers	17
IV. Rapport financier pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011	18
Annexe	
Renseignements complémentaires.	21
V. États financiers de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011.	22
A. États financiers	22
État I. Recettes, dépenses et variation des réserves et des soldes des fonds	22
État II. Actif, passif, réserves et soldes des fonds	24
État III. Flux de trésorerie	26
B. Notes relatives aux états financiers	28

I. Rapport du Comité des commissaires aux comptes (opinion des commissaires aux comptes)

Rapport sur les états financiers

Nous avons examiné les états financiers de la Commission d'indemnisation des Nations Unies pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011, qui se composent des éléments suivants : état des recettes, des dépenses et de la variation des réserves et des soldes des fonds (état I); état de l'actif, du passif et des réserves (état II); état des flux de trésorerie (état III); et notes accompagnant les états financiers.

Responsabilité de la direction en matière d'états financiers

Il incombe au Secrétaire général d'établir et de présenter de manière objective ces états financiers selon les normes comptables du système des Nations Unies et d'exercer le contrôle interne que l'Administration juge nécessaire pour permettre d'établir des états financiers exempts d'inexactitudes significatives, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur.

Responsabilité des commissaires aux comptes

Il appartient aux commissaires aux comptes d'exprimer, sur la base de leur vérification, une opinion sur les états financiers. Le Comité des commissaires aux comptes a effectué sa vérification conformément aux Normes internationales d'audit. Celles-ci exigent que les commissaires aux comptes se conforment aux règles déontologiques et organisent et exécutent leurs contrôles de façon à acquérir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives.

Une vérification consiste à mettre en œuvre des procédures en vue de recueillir les justificatifs des montants et autres données figurant dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement du vérificateur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des inexactitudes significatives, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur. Pour évaluer ce risque, le vérificateur prend en compte les contrôles internes exercés pour l'établissement et la présentation objective des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en l'espèce, et non pour exprimer une opinion sur l'efficacité de ces contrôles. Une vérification consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations faites par l'Administration, et à évaluer la présentation générale des états financiers.

Le Comité des commissaires aux comptes estime que les justificatifs qui ont été présentés constituent une base suffisante et appropriée sur laquelle asseoir la présente opinion.

Opinion

Le Comité des commissaires aux comptes considère que les états financiers donnent pour tout élément de caractère significatif une image fidèle de la situation financière de la Commission d'indemnisation des Nations Unies au 31 décembre 2011, ainsi que de ses résultats financiers et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables du système des Nations Unies.

Observation

Sans pour autant assortir d'une réserve l'opinion qui précède, le Comité des commissaires aux comptes appelle l'attention sur la note 3 a) relative aux états financiers, qui fonde la comptabilisation des produits de la vente du pétrole iraquien dans les états financiers du Fonds d'indemnisation conformément aux résolutions du Conseil de sécurité. L'impact des opérations en espèces ou de troc, ainsi que des carences du système de comptage de la production pétrolière iraquienne, est expliqué à la note 3 e).

Rapport sur les autres obligations légales ou réglementaires

Le Comité estime en outre que les opérations de la Commission d'indemnisation des Nations Unies qui ont retenu son attention ou qu'il a examinées par sondage dans le cadre de la vérification ont été, pour tous les aspects significatifs, conformes au Règlement financier et aux règles de gestion financière des Nations Unies, ainsi qu'aux autorisations de l'organe délibérant.

Conformément à l'article VII du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation, le Comité a également établi un rapport détaillé sur l'audit de la Commission d'indemnisation des Nations Unies (voir chap. II).

Le Vérificateur général des comptes de la Chine
Président du Comité des commissaires aux comptes
(*Signé*) **Liu Jiayi**

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord
(Vérificateur principal)
(*Signé*) **Amyas Morse**

Le Vérificateur général des comptes
de l'Afrique du Sud
(*Signé*) **Terence Nombembe**

Le 30 juin 2012

II. Rapport détaillé du Comité des commissaires aux comptes

Résumé

La Commission d'indemnisation des Nations Unies est presque entièrement financée aux moyens des recettes pétrolières de l'Iraq, conformément à la résolution 692 (1991) du Conseil de sécurité. Au cours de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011, elle a reçu du Compte des recettes pétrolières des contributions s'élevant à 6,5 milliards de dollars, en hausse de 1,5 milliard de dollars (30 %) par rapport à l'exercice biennal 2008-2009, ce qui a permis de porter l'enveloppe des indemnisations à 6,2 milliards de dollars (contre 4,7 milliards de dollars en 2008-2009).

Le Comité des commissaires aux comptes a vérifié les états financiers et contrôlé la gestion de la Commission d'indemnisation des Nations Unies pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011. Les vérifications ont revêtu la forme d'un examen des opérations financières et des activités du siège de la Commission, à Genève.

Opinion des commissaires aux comptes

Le Comité des commissaires aux comptes considère que les états financiers donnent pour tout élément de caractère significatif une image fidèle de la situation financière de la Commission d'indemnisation des Nations Unies au 31 décembre 2011, ainsi que de ses résultats financiers et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables du système des Nations Unies. Les opérations de la Commission qui ont retenu l'attention du Comité ou que ce dernier a examinées par sondage dans le cadre de la vérification ont été, pour tous les aspects significatifs, conformes au Règlement financier et aux règles de gestion financière des Nations Unies, ainsi qu'aux autorisations de l'organe délibérant.

Sans pour autant assortir d'une réserve l'opinion qui précède, le Comité des commissaires aux comptes appelle l'attention sur la note 3 a) relative aux états financiers, qui fonde la comptabilisation des produits de la vente du pétrole iraquien dans les états financiers du Fonds d'indemnisation conformément aux résolutions du Conseil de sécurité. L'impact des opérations en espèces ou de troc et des carences du système de comptage de la production pétrolière iraquienne est expliqué à la note 3 e).

Conclusion générale du Comité

Le mandat de la Commission d'indemnisation tire à sa fin, du fait de l'augmentation des recettes pétrolières et des indemnisations versées. Le Comité a pris note des efforts que déploie la Commission pour se préparer à la fin de son mandat, et notamment du Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement, et n'a pas relevé de sujets importants de préoccupation. Il note l'application intégrale de ses recommandations précédentes et la pleine acceptation des nouvelles recommandations qui sont consignées dans le présent rapport. Le Comité a toutefois signalé à la Commission un certain nombre de questions mineures à résoudre, telles que les dispositions à prendre pour régler le plus rapidement possible les demandes d'indemnisation de moindre importance.

Aperçu général de la situation financière

L'exercice biennal 2010-2011 a été une période de changement progressif pour la Commission d'indemnisation, dont la fonction de paiement des indemnisations tire à sa fin et qui, parallèlement, a rendu opérationnel le programme environnemental.

L'augmentation des recettes pétrolières a permis d'accélérer le paiement des indemnisations. Au cours de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011, la Commission a versé 6,2 milliards de dollars d'indemnisations, soit une progression de 30 % par rapport à l'exercice 2008-2009 (4,7 milliards de dollars). Conformément aux normes comptables du système des Nations Unies et aux résolutions du Conseil de sécurité, les recettes pétrolières font l'objet d'une comptabilité de caisse plutôt que d'une comptabilité en droits constatés. Il en résulte que les recettes ne sont comptabilisées que lorsque la Commission d'indemnisation reçoit le produit des ventes de pétrole qu'elle affecte au paiement des indemnisations.

Aux taux actuels de progression des recettes, le mandat de la Commission pourrait arriver à son terme dans un peu plus de trois ans. Dès lors, la Commission s'attache à mener à bien les activités relevant du programme environnemental. Les recommandations du Comité s'inscrivent également dans ce contexte.

Au 31 décembre 2011, l'encaisse et les équivalents de trésorerie dont disposait la Commission dans la trésorerie commune de l'ONU s'élevaient à 2,1 milliards de dollars. Le Comité se félicite des mesures prises pour rendre plus transparente la gestion de la trésorerie et pour permettre ainsi à ceux qui consultent les états financiers de mieux comprendre la gestion des ressources par l'Organisation.

Principales constatations et recommandations

Indemnisations

Au 31 décembre 2011, 18,1 milliards de dollars restaient à payer au titre de huit demandes d'indemnisation. Le Comité a relevé que, si la procédure de paiement avait été engagée pour six de ces dossiers, deux demandes d'indemnisation pour préjudice moral, représentant une enveloppe de 1,9 million de dollars, étaient restées sans suite durant l'exercice.

Informations relatives aux ventes de pétrole iraquien

La Commission a collaboré avec le Comité iraquien d'experts financiers à l'instauration d'une transition sans heurt du Conseil international consultatif et de contrôle. Le Comité se félicite de ce que la Commission continue d'assurer le suivi des rapports d'audit établis par le vérificateur externe du Fonds de développement pour l'Iraq et du compte qui lui a succédé et veille à l'intégralité des versements au compte des recettes pétrolières.

Déficit des recettes

La Commission d'indemnisation a obtenu des informations actualisées sur le déficit qu'accusent les paiements effectués au Fonds d'indemnisation comme suite à des transactions non monétaires et qui s'élevait à 224,2 millions de dollars au 31 décembre 2011. La Commission ne suit pas activement ce dossier, dans le souci de ne pas compromettre le fonctionnement général du Fonds et compte tenu du fait

que la totalité des indemnisations seront réglées dans un délai relativement court. Le Conseil d'administration n'a toutefois pas classé le dossier.

À la lumière des constatations qui précèdent, le Comité formule des recommandations détaillées dans le corps du rapport. En résumé, il recommande à la Commission d'indemnisation ce qui suit :

a) S'attacher activement à résoudre et à régler au 31 décembre 2013 au plus tard, selon que de besoin, les demandes d'indemnisation pour préjudice moral;

b) Continuer d'assurer le suivi des conclusions des audits concernant le Fonds de développement pour l'Iraq et le compte qui lui a succédé;

c) Statuer sur le déficit de recettes. Le Conseil d'administration devrait demander au secrétariat de suivre activement ce dossier ou d'y renoncer. Le Comité estime que la Commission d'indemnisation devrait s'attacher à résoudre cette question au 31 décembre 2013 au plus tard.

Suite donnée aux recommandations antérieures

Les trois recommandations formulées au titre de l'exercice biennal 2008-2009 ont été intégralement mises en œuvre.

A. Considérations générales

1. La Commission d'indemnisation des Nations Unies a été créée par la résolution 692 (1991) du Conseil de sécurité pour instruire et régler les demandes d'indemnisation consécutives à l'invasion du Koweït, en 1991, puis à son occupation par l'Iraq. Depuis 2005, elle n'a enregistré aucune demande nouvelle et procède uniquement au versement des indemnités dues. Depuis cette date, elle gère également le Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement, dont elle assure le suivi des projets. Au titre de ce programme, la Commission conserve une partie des fonds alloués jusqu'à l'aboutissement desdits projets.

2. La Commission d'indemnisation est presque entièrement financée à l'aide des recettes pétrolières de l'Iraq (comprenant l'équivalent en espèces d'opérations non monétaires). Le financement du Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement est assuré à l'aide de fonds affectés à l'administration des indemnisations.

3. Le mandat de la Commission tire à sa fin, dans la mesure où la plupart des demandes d'indemnisation ont été réglées et où l'augmentation des recettes découlant de la progression des cours mondiaux du pétrole et de la production pétrolière iraquienne permet d'accélérer le règlement des indemnisations. D'autre part, après avoir démarré lentement, le programme environnemental est devenu pleinement opérationnel en 2010. Dans sa décision 269 [S/AC.26/Dec.269 (2011)], le Conseil d'administration a défini les critères d'un aboutissement heureux du programme et les conditions d'un décaissement rapide des fonds retenus.

B. Mandat, étendue des vérifications et méthode

4. Le Comité des commissaires aux comptes a vérifié les états financiers et contrôlé la gestion de la Commission d'indemnisation des Nations Unies pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, en application de la résolution 74 (I), de 1946, de l'Assemblée générale. Il a conduit son contrôle conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'aux normes internationales d'audit. Celles-ci exigent que le Comité se conforme aux règles déontologiques et organise et exécute ses contrôles de façon à acquérir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives.

5. Le contrôle avait principalement pour objet de permettre au Comité de se faire une opinion sur la question de savoir si les états financiers reflétaient fidèlement la situation financière de la Commission d'indemnisation au 31 décembre 2011 et les résultats des activités et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables du système des Nations Unies. Il s'agissait notamment de savoir si les dépenses figurant dans les états financiers avaient été engagées aux fins approuvées par les organes directeurs et si les recettes et les dépenses avaient été convenablement classées et comptabilisées, conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière. Il a été procédé à un examen général des systèmes financiers et des mécanismes de contrôle interne, ainsi qu'à des vérifications par sondage des documents comptables et autres pièces

justificatives, dans la mesure que le Comité a jugée nécessaire pour se faire une opinion sur les états financiers.

6. Le Comité a également examiné la gestion de la Commission d'indemnisation en application de l'article 7.5 du Règlement financier, qui dispose que le Comité peut formuler des observations sur l'efficacité des procédures financières, le système comptable et les contrôles financiers internes de la Commission d'indemnisation et, d'une manière générale, sur l'administration et la gestion de ses activités.

7. Dans le cadre de ses vérifications, le Comité s'est rendu au siège de la Commission d'indemnisation à Genève. Il s'est employé, en collaboration avec le Bureau des services de contrôle interne (BSCI), à déterminer dans quelle mesure il pouvait s'appuyer sur les travaux de ce dernier, étant donné, notamment, que le BSCI a été chargé par l'Assemblée générale de vérifier, chaque année, le règlement des demandes d'indemnisation. Au cours de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011, le BSCI a établi deux rapports sur les activités de la Commission. La stratégie et les vérifications du Comité se sont inspirées des conclusions du BSCI. Le Comité a bénéficié de l'assistance et de l'appui du BSCI, qui lui a également permis de consulter ses dossiers d'audit.

8. Le présent rapport porte sur des questions que le Comité estime devoir porter à l'attention de l'Assemblée générale, y compris sur des questions que l'Assemblée et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires avaient expressément soulevées.

9. Les observations et les conclusions du Comité ont été examinées avec la direction de la Commission d'indemnisation, aux vues de laquelle il est fait la place qu'il convient.

C. Constatations et recommandations

1. Suite donnée aux recommandations antérieures

10. Les trois recommandations portant sur l'exercice biennal de 2008-2009 ont été intégralement appliquées. On trouvera, en annexe, des renseignements sur l'application de ces recommandations. Les recommandations ayant trait au déficit sans précédent des recettes pétrolières et aux actions menées pour obtenir les rapports manquants sur les fonds distribués sont examinées ci-après.

11. La recommandation dans laquelle le Comité avait indiqué que la Commission d'indemnisation devait préciser dans une note afférente aux états financiers les motifs de tout retraitement de chiffres d'exercices antérieurs est considérée comme ayant été appliquée. Le Comité note que, dans la mesure où des chiffres n'ont pas été retraités durant l'exercice biennal, aucune note ne s'impose.

2. Aperçu de la situation financière

Situation financière globale

12. L'exercice biennal clos le 31 décembre 2011 a constitué une période de changement pour la Commission d'indemnisation dont le mandat tirait à sa fin en raison de l'accélération des indemnisations et de l'évolution de ses activités opérationnelles liée à la pleine exécution du programme environnemental. Les

recettes ayant augmenté du fait de la hausse des cours mondiaux du pétrole et de la production pétrolière iraquienne, la Commission a pu régler plus rapidement les indemnités. Au cours de l'exercice biennal, la Commission a versé près de 6,2 milliards de dollars d'indemnités (contre 4,7 milliards durant l'exercice biennal 2008-2009), et a reçu 6,6 milliards de dollars (contre 5 milliards de dollars en 2008-2009), montant constitué presque exclusivement par les recettes du Compte des recettes pétrolières. Cette augmentation de 1,6 milliard de dollars (32 %) par rapport à 2008-2009 reflète une hausse considérable des recettes pétrolières irakiennes.

Situation financière

13. Au 31 décembre 2011, la Commission d'indemnisation présentait un excédent de 1,1 milliard de dollars (contre 0,7 milliard de dollars en 2008-2009) résultant des recettes pétrolières des trois mois précédents et les indemnités ont été versées en janvier 2012 conformément au calendrier trimestriel des indemnités de la Commission. Ses dépôts à vue et à terme et sa part de la trésorerie commune du Siège de l'Organisation des Nations Unies s'élevaient à 2,1 milliards de dollars, soit l'équivalent de deux mois de recettes pétrolières et le solde des fonds retenus pour le programme environnemental.

État des indemnités

14. Au 31 décembre 2011, 18,1 milliards de dollars restaient à payer au titre de huit demandes d'indemnisation. Le Comité a relevé que, si la procédure de paiement avait été engagée pour six de ces dossiers, deux demandes d'indemnisation pour préjudice moral, représentant une enveloppe de 1,9 million de dollars, étaient restées sans suite durant l'exercice. Ces demandes anciennes (auxquelles il avait été initialement fait droit en 2003 et qui étaient payables en 2005 ou 2006) concernaient des requérants des Bahamas et des États-Unis d'Amérique au sujet desquels la Commission n'avait pu réunir les informations voulues (identification d'entreprise et références bancaires) pour procéder aux paiements. Les prévisions de recettes mensuelles s'établissant actuellement à 500 millions de dollars, le solde des huit indemnités pourrait être réglé en 2015. Toutefois, faute d'une gestion active, les demandes d'indemnisation pour préjudice moral pourraient continuer à poser des difficultés lorsque toutes les autres demandes d'indemnisation auront été réglées.

15. La Commission d'indemnisation s'est rangée à la recommandation du Comité tendant à ce qu'elle s'attache activement à résoudre et à régler au 31 décembre 2013 au plus tard, selon que de besoin, les demandes d'indemnisation pour préjudice moral.

Rapports sur les fonds distribués et certificats de vérification comptable en souffrance

16. Dans son rapport sur les états financiers de 2008-2009, le Comité avait souligné l'importance que revêtaient les certificats de vérification comptable et les rapports sur les fonds distribués en tant qu'outils de contrôle de la régularité des indemnités. Il avait recommandé que la Commission redouble d'efforts pour obtenir des États Membres les rapports et les certificats manquants pour pouvoir confirmer la régularité des indemnités versées.

17. Durant l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011, la Commission d'indemnisation s'est effectivement attachée à obtenir les rapports et les certificats manquants. Au 31 décembre 2011, seul restait à justifier un montant de 18 000 dollars sur une enveloppe de quelque 3,3 millions de dollars couverte par les rapports et les certificats. Si la Commission s'emploie encore à y trouver une solution, le Comité considère qu'à tous égards la recommandation a été appliquée.

3. Informations relatives aux ventes de pétrole de l'Iraq

Passation de pouvoirs au Comité d'experts financiers

18. Le 30 juin 2011, à l'expiration du mandat du Conseil international consultatif et de contrôle, le contrôle de la gestion et de l'utilisation des recettes d'exportations du pétrole iraquien, ainsi que de l'établissement des rapports correspondants, a été transféré du Conseil international consultatif et de contrôle au Comité iraquien d'experts financiers, par l'intermédiaire du Fonds de développement pour l'Iraq. Le Comité a décidé de maintenir le système bancaire et le système d'audit utilisés par le Conseil et s'est engagé à assurer le versement régulier de fonds au Fonds d'indemnisation, conformément aux dispositions de la résolution 1956 (2010) du Conseil de sécurité. La Commission a collaboré avec le Comité à l'instauration d'une transition sans heurt et continue de rechercher des réponses aux préoccupations exprimées lors des vérifications précédentes du Fonds de développement pour l'Iraq.

19. Le Comité des commissaires aux comptes constate avec satisfaction que la Commission assure un meilleur suivi des rapports d'audit établis par le vérificateur externe du Fonds de développement pour l'Iraq et du compte qui lui a succédé et veille à l'intégralité des versements au Fonds d'indemnisation. Il note que le Comité d'experts financiers a commencé à participer aux réunions du Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation et que, depuis le début de 2011, il s'entretient régulièrement avec la Commission au sujet des mécanismes de remplacement et de la question de l'intégralité des versements au Fonds.

20. La Commission d'indemnisation s'est rangée à la recommandation du Comité tendant à ce qu'elle continue d'assurer le suivi des conclusions des audits portant sur le Fonds de développement pour l'Iraq et sur le compte qui lui a succédé.

Déficit de recettes

21. Dans son rapport sur l'exercice biennal précédent (S/2010/626), le Comité des commissaires aux comptes avait noté qu'en 2009 le vérificateur externe du Fonds de développement pour l'Iraq avait relevé un déficit de 211,6 millions de dollars (224,2 millions de dollars après vérification) des recettes du Fonds d'indemnisation, dû au fait que le produit de certaines opérations non monétaires ou de troc portant sur le pétrole et les produits pétroliers et des recettes d'exportation de ces produits avaient été déposés dans des comptes tenus par l'Iraq Oil Company plutôt que dans le compte des recettes pétrolières. Le Comité a recommandé que la Commission d'indemnisation obtienne des informations plus complètes sur ce manque à gagner.

22. Dans ses entretiens avec le Comité d'experts financiers, la Commission d'indemnisation a établi que le montant total du déficit était de 224,2 millions de dollars et a précisé plus avant l'obligation faite à l'Iraq de verser l'équivalent en

espèces des opérations non monétaires, conformément à la résolution 1956 (2010) du Conseil de sécurité. Le Comité estime que la Commission a pleinement appliqué sa recommandation.

23. Si le déficit est officiellement imputable à l'Iraq, la Commission d'indemnisation ne l'a pas comptabilisé comme étant une créance dans les états financiers de l'exercice financier clos le 31 décembre 2011, conformément à sa politique de comptabilisation des recettes pétrolières. Le Comité relève, d'autre part, le caractère ambigu du manque à gagner. La Commission ne suit pas activement ce dossier, dans le souci de ne pas compromettre le fonctionnement du Fonds et compte tenu du fait que la totalité des indemnisations seront réglées dans un délai relativement court. Toutefois, le Conseil d'administration a décidé de ne pas classer le dossier. L'ambiguïté qui règne devrait être levée puisque le mandat de la Commission tire à sa fin.

24. La Commission d'indemnisation s'est rangée à la recommandation du Comité tendant à ce qu'elle statue définitivement sur le déficit au 31 décembre 2013 au plus tard.

4. Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement

25. La Commission d'indemnisation a institué le Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement afin de suivre la mise en œuvre des 26 projets environnementaux visés par la décision 258 du Conseil d'administration [S/AC.26/Dec.258 (2005)]. Le programme a pour objet de veiller à ce que les fonds alloués soient dépensés dans la transparence et ne soient consacrés qu'à des projets raisonnables. Aux termes de la décision 258, il est retenu 15 % des derniers versements alloués aux projets relatifs à l'environnement (25 % dans le cas des grands projets exécutés en plusieurs phases, conformément à la décision 266 du Conseil [S/AC.26/Dec.266 (2009)]), comme caution pour la bonne exécution des projets et la justification de leurs dépenses. Ces montants retenus, qui s'élevaient à 1,1 milliard de dollars au 31 décembre 2011, sont comptabilisés comme « sommes à payer » dans les états financiers de la Commission d'indemnisation.

26. Le Comité a noté que le programme était devenu pleinement opérationnel en 2010. Il a également relevé les progrès accomplis par le secrétariat en matière de coordination avec les points focaux nationaux et de mise en œuvre des projets environnementaux, la volonté du Conseil d'administration de mener à bien le programme et les progrès enregistrés au cours des deux années précédentes.

Suivi des projets exécutés en plusieurs phases

27. Par le biais de l'établissement de rapports et de visites dans les pays, la Commission d'indemnisation suit 12 projets à long terme, dont 5 projets exécutés en plusieurs phases et 7 projets exécutés en une seule phase. Pour les projets exécutés en plusieurs phases, le Conseil d'administration autorise le décaissement des fonds à partir des « comptes spéciaux » détenus par les pays participants, tous les six mois. Pour les cinq projets exécutés en plusieurs phases, sur les 3,1 milliards de dollars versés dans les comptes spéciaux depuis 2005, 575 millions de dollars avaient été décaissés au 31 décembre 2011. Il a donc été procédé, à partir des comptes spéciaux,

à des décaissements représentant 14,4 % d'une enveloppe totale de plus de 4 milliards de dollars d'indemnisations.

28. Le Comité a cependant relevé que les montants décaissés variaient considérablement d'un pays participant à l'autre. Pour les projets les plus avancés, près de 70 % des fonds avaient été décaissés, tandis que pour des projets en phase initiale d'exécution, tels que les deux projets environnementaux accordés au principal requérant, le Koweït, le Conseil d'administration avait approuvé le décaissement de 1,1 % et 1,3 % seulement des indemnisations au 31 décembre 2011.

29. Dans sa décision 269, le Conseil d'administration a fixé des délais pour la mise en place de mécanismes et de mesures de contrôle structurels et a demandé au secrétariat de poursuivre les consultations avec les États participants en vue de convenir, à la soixante-quatorzième session, en novembre 2012, de garanties concernant le maintien de ces mécanismes et de ces mesures de contrôle. Le Conseil a défini un ensemble de critères qui permettent de déterminer si un projet a été mené à bien et qui se résument comme suit : une bonne infrastructure administrative et de gestion; des plans raisonnables d'exécution des projets et les budgets correspondants; des systèmes et des procédures comptables et de trésorerie; des procédures d'audit appropriées et cohérentes, qui favorisent l'application de mesures efficaces de contrôle financier; et des procédures d'achat transparentes. Le Conseil a encouragé les États participants à élaborer des plans d'action et des échéanciers pour la mise en place de ces mécanismes et de ces mesures de contrôle et a engagé le secrétariat à concentrer son action et celle des équipes de contrôle indépendantes sur le renforcement des capacités. Il a décidé d'évaluer l'efficacité des mécanismes et des mesures de contrôle en novembre 2012, tout en prévoyant l'examen d'autres dispositions dans le cas où ces critères ne seraient pas remplis.

Décaissement des fonds retenus

30. Comme pour les indemnisations, le Comité souligne que, dans la mise en œuvre des projets environnementaux, il convient de ne pas négliger les indemnisations pour préjudice moral. Il a noté que les fonds retenus pour 14 des 26 projets visés par la décision 258 n'étaient pas explicitement pris en compte par la décision 269. Ces 14 projets, qui portent sur le suivi et l'évaluation, ont été menés à bien depuis longtemps; pour certains d'entre eux, les rapports techniques définitifs ont été établis en 2005. Pour ces projets, une enveloppe de 14,3 millions de dollars de fonds retenus attend la présentation de rapports financiers par les pays requérants et l'examen de ces rapports par un contrôleur indépendant désigné par la Commission d'indemnisation.

31. La Commission d'indemnisation s'est rangée à la recommandation du Comité tendant à ce que l'exécution des projets soit suivie de l'établissement des rapports attendus, de manière à ce que les fonds retenus puissent être remboursés avant le 31 décembre 2013.

5. Réserve de fonctionnement

32. Les états financiers font apparaître, à la fin de l'exercice biennal, une réserve de fonctionnement de 44,3 millions de dollars et des dépenses administratives de quelque 2,6 millions de dollars, soit une couverture permettant d'assurer plus de 15 années de fonctionnement. Une réserve de fonctionnement de cette importance n'est plus nécessaire dans la situation où se trouve la Commission.

33. Le Comité recommande que la réserve de fonctionnement soit révisée et que tout excédent soit utilisé pour les indemnisations.

6. Progrès accomplis dans le passage aux Normes comptables internationales pour le secteur public

34. Durant l'exercice biennal, le passage aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) n'a guère enregistré de progrès à la Commission d'indemnisation. Ce domaine n'étant pas prioritaire, les activités s'y sont limitées à la participation du Chef des finances à un séminaire de formation aux normes IPSAS.

35. Le passage aux normes IPSAS permettra à la Commission d'indemnisation de revoir la présentation des états financiers, des notes et des informations devant figurer dans les états et de garantir que ces documents communiquent les vues du Conseil d'administration et du secrétariat. Il permettra aussi de réviser les conventions comptables relatives à la comptabilisation des recettes et des dépenses et de déterminer s'il y a lieu d'établir des états financiers distincts pour le secrétariat et le Fonds d'indemnisation.

36. Étant donné que son mandat pourrait prendre fin en 2015, la Commission d'indemnisation devrait examiner l'incidence sur la présentation d'états financiers selon les normes IPSAS. Elle devrait notamment envisager les conséquences de l'établissement d'états financiers pour lesquels le principe de la continuité ne s'applique pas.

37. Le Comité recommande que la Commission d'indemnisation s'attache, en collaboration étroite avec le Groupe de travail sur les normes IPSAS, à déterminer l'impact des normes IPSAS sur la Commission et à élaborer, avant le 31 décembre 2012, des conventions comptables, des états financiers et des notes conformes aux normes IPSAS. Il recommande également que la Commission établisse des états financiers à blanc, conformes aux normes IPSAS, pour 2013.

D. Informations communiquées par l'Administration

1. Comptabilisation en pertes de montants en espèces, de créances et de biens

38. La Commission d'indemnisation n'a procédé à aucune comptabilisation en pertes de montants en espèces, de créances et de biens durant l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011.

2. Versements à titre gracieux

39. La Commission d'indemnisation a informé le Comité qu'elle n'avait procédé à aucun versement à titre gracieux durant l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011. Les documents comptables et de gestion de la Commission, que le Comité a examinés, ne font apparaître en effet aucun paiement de ce type.

3. Cas de fraude ou de présomption de fraude

40. La Commission d'indemnisation n'a signalé au Comité aucun cas de fraude ou de présomption de fraude pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.

E. Remerciements

41. Le Comité des commissaires aux comptes tient à remercier le Secrétaire exécutif, le Chef des finances et de l'administration et les autres membres du personnel de la Commission à Genève et à New York de l'aide qu'ils ont apportée à ses équipes et de l'esprit de coopération dont ils ont fait preuve.

Le Vérificateur général des comptes de la Chine,
Président du Comité des commissaires aux comptes
(*Signé*) **Liu Jiayi**

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord
(Vérificateur principal)
(*Signé*) Amyas **Morse**

Le Vérificateur général des comptes
de l'Afrique du Sud
(*Signé*) Terence **Nombembe**

Le 30 juin 2012

Annexe

**État d'avancement de l'application des recommandations
formulées par le Comité des commissaires aux comptes
pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2009^a**

<i>Résumé de la recommandation de 2008-2009</i>	<i>Paragraphe du rapport</i>	<i>Exercice biennal au cours duquel la recommandation a été faite pour la première fois</i>	<i>Recommen- dation appliquée</i>	<i>Recomman- dation en cours d'application</i>	<i>Recomman- dation non appliquée</i>	<i>Recomman- dation devenue caduque</i>
Préciser dans une note afférente aux états financiers les motifs de tout reclassement ou retraitement des chiffres comparatifs	27	2008-2009	X			
Se procurer des données à jour sur le montant estimatif du manque à gagner concernant le Compte des recettes pétrolières	36	2008-2009	X			
Redoubler d'efforts pour obtenir tous les rapports manquants sur les fonds distribués	44	2008-2009	X			
Total			3	–	–	–
Part du total			100	0	0	0

^a Voir S/2010/626.

III. Certification des états financiers

Les états financiers de la Commission d'indemnisation des Nations Unies créée par la résolution 692 (1991) pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011 ont été établis conformément à la règle de gestion financière 106.10.

Les principales conventions comptables utilisées pour établir ces états sont récapitulées dans les notes y afférentes. Celles-ci donnent des renseignements et des explications complémentaires sur les activités financières menées par la Commission d'indemnisation des Nations Unies au cours de l'exercice considéré, lesquelles relèvent de la responsabilité administrative du Secrétaire général.

Je certifie que les états financiers I à III de la Commission d'indemnisation des Nations Unies créée par la résolution 692 (1991), qui figurent ci-après, sont corrects.

La Sous-Secrétaire générale et Contrôleur
(Signé) María Eugenia **Casar**

Le 28 mars 2012

IV. Rapport financier pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

Introduction

1. Le Secrétaire général a l'honneur de présenter, ci-joint, le rapport financier sur les comptes de la Commission d'indemnisation des Nations Unies pour l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011. Ces comptes se composent de trois états financiers et des notes y relatives.
2. Le présent rapport doit être lu conjointement avec les états financiers. L'annexe comprend les informations complémentaires qui doivent être portées à l'attention du Comité des commissaires aux comptes conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU.

Considérations générales

3. La Commission d'indemnisation des Nations Unies est un organe subsidiaire du Conseil de sécurité. Elle a été créée conformément aux résolutions 687 (1991) et 692 (1991) du Conseil de sécurité pour examiner les réclamations et verser des indemnités au titre des pertes et préjudices directs subis par des personnes physiques, des sociétés, des États et des organisations internationales du fait de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq (du 2 août 1990 au 2 mars 1991).
4. La Commission d'indemnisation se compose du Conseil d'administration et du secrétariat. Le Conseil d'administration est l'organe directeur de la Commission. Il regroupe les 15 membres qui composent le Conseil de sécurité. Sous la direction du Secrétaire exécutif, le secrétariat fournit services et assistance au Conseil d'administration.

Activités

5. Les indemnités sont prélevées sur le Fonds d'indemnisation des Nations Unies, qui reçoit un pourcentage du revenu des exportations de pétrole et de produits pétroliers irakiens. Ce pourcentage a été ramené de 25 % à 5 % par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1483 (2003). Dans sa résolution 1956 (2010), le Conseil a maintenu le taux de 5 %, qu'il a également décidé d'appliquer aux paiements non monétaires.
6. Depuis le début de ses travaux jusqu'à la fin du traitement des demandes d'indemnisation au début de 2005, la Commission a reçu plus de 2,6 millions de réclamations déposées dans les délais requis. La Commission a réglé toutes les demandes reçues, qui se répartissent comme suit : demandes d'indemnisation pour pertes liées au départ, présentées par des particuliers qui ont dû quitter le Koweït ou l'Iraq (catégorie « A »); réclamations présentées par des particuliers qui ont subi un préjudice corporel grave ou dont un proche est décédé (catégorie « B »); demandes d'indemnisation individuelles pour pertes et préjudices jusqu'à concurrence de 100 000 dollars (catégorie « C »); demandes d'indemnisation individuelles pour pertes et préjudices d'un montant supérieur à 100 000 dollars (catégorie « D »); demandes d'indemnisation présentées par des sociétés, d'autres personnes morales ou des entreprises du secteur public (catégorie « E »); et demandes d'indemnisation présentées par des États ou des organisations internationales (catégorie « F »). Les réclamations reconnues comme justifiées ont donné lieu à des indemnisations se

chiffrant à 52,3 milliards de dollars. Au 31 décembre 2011, la Commission avait mis à la disposition d'États et d'organisations internationales quelque 34,3 milliards de dollars à distribuer aux requérants de toutes les catégories.

7. L'ordre de paiement des indemnisations a donné lieu à l'adoption de divers mécanismes. Le mécanisme actuellement appliqué a été adopté par le Conseil à sa soixante-huitième session, en novembre 2009. Conformément à la décision 267 [S/AC.26/Dec.267 (2009)], les indemnisations restantes, qui sont toutes payables au Koweït, sont réglées comme suit : il est procédé à des versements échelonnés de 10 millions de dollars, selon l'ordre dans lequel les réclamations ont été approuvées, ou au règlement du solde de l'indemnité due si son montant est inférieur à cette somme.

8. Indépendamment du règlement des réclamations approuvées, la principale activité de caractère continu de la Commission d'indemnisation des Nations Unies consiste à superviser la mise en œuvre du Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement, qui a été établi par le Conseil d'administration dans sa décision 258, en décembre 2005 [S/AC.26/Dec.258 (2005)], pour suivre la gestion technique et financière des quelque 4,3 milliards de dollars de projets de remise en état et de régénération de l'environnement entrepris au moyen des indemnisations de la catégorie « F4 » (environnement). Le programme est financé par les gouvernements participants (à savoir Arabie saoudite, Jordanie, Koweït et République islamique d'Iran) par le biais de contributions proportionnelles à la valeur des indemnisations attribuées.

9. Un compte spécial a été créé pour comptabiliser les retenues effectuées et les intérêts échus s'y rapportant, conformément aux décisions 258 et 266 prises par le Conseil d'administration [S/AC.26/Dec.266 (2009)] en ce qui concerne les indemnités F4 visées par le Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement. Conformément à la décision 268 [S/AC.26/Dec.268 (2009)] de novembre 2009, les intérêts échus sur les sommes retenues sont transférés annuellement aux gouvernements concernés pour financer l'exécution de projets relatifs à l'environnement.

10. En avril 2011, le Conseil d'administration a adopté la décision 269 [S/AC.26/Dec.269 (2011)], par laquelle il a affirmé qu'il n'était pas nécessaire que la Commission continue d'assurer le suivi prévu par la décision 258 jusqu'à l'achèvement des projets et que le but et les objectifs du programme devaient pouvoir être réalisés à court terme. Le Conseil a recensé les mécanismes et les mesures de contrôle que devait mettre en place chaque gouvernement participant et décidé qu'à sa soixante-quatorzième session, en novembre 2012, il évaluerait l'efficacité de ces mécanismes et mesures de contrôle et arrêterait le calendrier de désengagement de la Commission.

Vue d'ensemble

11. Le Fonds d'indemnisation, qui est administré conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, sert à financer les indemnités que la Commission a approuvées et les dépenses d'administration (à l'exception du Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement). Les recettes du Fonds pour l'exercice biennal 2010-2011 se sont élevées à 6 603,9 millions de dollars, contre

5 103,6 millions de dollars pour l'exercice précédent, soit une augmentation de 29,4 %, imputable à la hausse des prix du pétrole.

12. Au cours de l'exercice 2010-2011, les dépenses se sont élevées à 6 167,8 millions de dollars, qui se répartissent comme suit : 6 161,6 millions de dollars d'indemnités, soit 99,9 % du montant total des dépenses; 2,7 millions de dollars de dépenses d'administration au titre des activités de la Commission financées à l'aide du Fonds d'indemnisation; et 3,5 millions de dollars de dépenses au titre du Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement, qui est financé par les gouvernements participants. Pour l'exercice biennal précédent, le total des dépenses s'était établi à 4 739,9 millions de dollars, dont 4 735,2 millions de dollars d'indemnités, 3,3 millions de dollars de dépenses administratives et 1,4 million de dollars de dépenses pour chacun des deux groupes d'activités susmentionnés. L'augmentation de 30,1 % des indemnités versées s'explique par la hausse des recettes mentionnée au paragraphe 11. Les dépenses d'administration ont continué de diminuer en raison de la réduction du volume des activités du secrétariat de la Commission.

13. Par sa décision 252 [S/AC.26/Dec.252 (2005)], le Conseil d'administration a déterminé que tout paiement excédentaire faisant suite à des demandes d'indemnités concurrentes serait recouvré des derniers versements effectués aux gouvernements concernés. D'autre part, à sa soixante et unième session, en 2006, le Conseil a notamment décidé que les montants à recevoir du Koweït au titre des doubles indemnités seraient recouverts sur le montant des derniers versements. Au 31 décembre 2011, il subsistait un montant à recevoir de 5 millions de dollars, qui devrait être recouvré des derniers paiements effectués au Koweït.

14. Au 31 décembre 2011, le montant total des sommes retenues sur les indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement conformément aux décisions 258 et 266 et des intérêts échus à verser aux gouvernements participants s'élevait à 1 071,8 millions de dollars, dont 0,1 million de dollars pour la République islamique d'Iran, 40,8 millions de dollars pour la Jordanie, 747,1 millions de dollars pour le Koweït et 283,8 millions de dollars pour l'Arabie saoudite.

15. Les engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, des prestations liées au rapatriement et des jours de congé accumulés ont été calculés sur une base actuarielle, comme indiqué dans la note 7 relative aux états financiers. Les engagements au titre des prestations dues à la cessation de service ou après le départ à la retraite ont augmenté, passant de 3,8 millions de dollars à la fin de l'exercice biennal précédent à 6 millions de dollars au 31 décembre 2011, répartis comme suit : 5,4 millions de dollars pour l'assurance maladie après la cessation de service; 0,1 million de dollars pour les jours de congé accumulés; 0,2 million de dollars pour les prestations liées au rapatriement; et 0,3 million de dollars pour l'indemnité de départ. L'augmentation s'explique principalement par le fait que l'actuaire a utilisé un taux d'actualisation moins élevé pour cet exercice (4,5 % au 31 décembre 2011 contre 60 % au 31 décembre 2009).

Annexe

Renseignements complémentaires

1. On trouvera dans la présente annexe les renseignements complémentaires que le Secrétaire général est tenu de communiquer.

Comptabilisation en pertes du montant des pertes en espèces et sur créances

2. Une somme à recevoir d'un montant de 48 dollars a été comptabilisée en pertes pendant l'exercice biennal 2010-2011, comme le prévoit la règle de gestion financière 106.8.

Comptabilisation de biens en pertes

3. Il n'a été procédé à aucune comptabilisation de biens en pertes en application de la règle de gestion financière 106.9.

Versements à titre gracieux

4. Aucun versement à titre gracieux n'a été effectué au cours de l'exercice biennal 2010-2011.

V. États financiers de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

A. États financiers

État I

Commission d'indemnisation des Nations Unies^a

Recettes, dépenses et variation des réserves et des soldes des fonds de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Fonds d'indemnisation</i>	<i>Appui au Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement^b</i>	<i>Retenues opérées sur les indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement^c</i>	<i>Total</i>	
				<i>2011</i>	<i>2009</i>
Recettes					
Allocations provenant d'autres organisations ^d	6 539 008	–	–	6 539 008	5 042 421
Contributions de gouvernements requérants	–	4 134	–	4 134	2 207
Intérêts créditeurs	22 537	139	37 424	60 100	51 835
Recettes diverses ou accessoires	616	8	–	624	7 092
Total des recettes	6 562 161	4 281	37 424	6 603 866	5 103 555
Dépenses					
Traitements et autres dépenses de personnel	2 105 ^e	2 251	–	4 356	3 470
Voyages	11 ^e	146	–	157	58
Services contractuels	102 ^e	–	–	102	135
Dépenses de fonctionnement	429 ^e	1 145	–	1 574	1 038
Achats	15 ^e	–	–	15	6
Indemnités accordées	6 161 630	–	–	6 161 630	4 735 203
Total des dépenses	6 164 292	3 542	–	6 167 834	4 739 910
Excédent (déficit)	397 869	739	37 424	436 032	363 645
Recettes (dépenses) non budgétisées comptabilisées d'avance au titre de l'assurance maladie après la cessation de service ^f	(2 009)	(37)	–	(2 046)	1 101
Ajustements sur exercices antérieurs	(2 273) ^g	(52)	–	(2 325)	(33 263)
Excédent (déficit net)	393 587	650	37 424	431 661	331 483

	<i>Fonds d'indemnisation</i>	<i>Appui au Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement^b</i>	<i>Retenues opérées sur les indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement^c</i>	<i>Total</i>	
				<i>2011</i>	<i>2009</i>
Engagements d'exercices antérieurs : annulations	14	16	–	30	92
Virements sur d'autres fonds	–	–	–	–	(27)
Autres ajustements des réserves et des soldes des fonds	–	–	(37 424) ^h	(37 424)	(15 370)
Réserves et soldes des fonds en début d'exercice	676 072	1 617	–	677 689	361 511
Réserves et soldes des fonds en fin d'exercice	1 069 673	2 283	–	1 071 956	677 689

^a Voir la note 1.

^b Voir la note 4.

^c Voir la note 5.

^d Soit 5 % des recettes tirées des ventes de pétrole iraquien virées sur le compte des ressources pétrolières conformément aux résolutions 1483 (2003) et 1956 (2010) du Conseil de sécurité. Voir l'alinéa c) de la note 1.

^e Les frais d'administration sont financés au moyen de la réserve de fonctionnement.

^f Augmentation nette des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service pendant l'exercice biennal 2010-2011.

^g Correspond à un ajustement de 527 000 dollars au titre des intérêts produits par les retenues opérées sur les indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement et à un ajustement de 1 746 000 dollars correspondant à des fonds non alloués qui avaient été précédemment comptabilisés parmi les recettes accessoires.

^h Les intérêts courus sont dus aux gouvernements ayant présenté des demandes de type F4 et sont présentés à la rubrique « Créiteurs divers » dans l'état II. Voir la note 5.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

État II

Commission d'indemnisation des Nations Unies^a

Actif, passif, réserves et soldes des fonds au 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Fonds d'indemnisation	Appui au Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement ^b	Retenues opérées sur les indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement ^c	Total	
				2011	2009
Actif					
Encaisse et dépôts à terme	5 684	—	2	5 686	20 770
Trésorerie du Siège ^d	1 062 298	—	1 071 795	2 134 093	1 393 013
Trésorerie hors Siège ^e	—	2 597	—	2 597	5 937
Soldes débiteurs interfonds	2 731	28	3	2 762	1
Débiteurs divers	4 991 ^f	9	—	5 000	115 433
Charges comptabilisées d'avance	29	—	—	29	13
Total de l'actif	1 075 733	2 634	1 071 800	2 150 167	1 535 167
Passif					
Engagements non réglés (exercice considéré)	157	41	—	198	440
Créditeurs divers	159	33	1 071 800 ^g	1 071 992	849 135
Recettes comptabilisées d'avance	—	—	—	—	4 134
Prestations dues à la cessation de service ou après le départ à la retraite	5 744 ^h	277 ⁱ	—	6 021	3 769
Total du passif	6 060	351	1 071 800	1 078 211	857 478
Réserves et soldes des fonds					
Réserve de fonctionnement	44 301 ^j	2 283	—	46 584	47 327
Excédent cumulé	1 025 372	—	—	1 025 372	630 362
Total des réserves et des soldes des fonds	1 069 673	2 283	—	1 071 956	677 689
Total du passif, des réserves et des soldes des fonds	1 075 733	2 634	1 071 800	2 150 167	1 535 167

(Voir note(s) page suivante)

(Notes du tableau)

^a Voir la note 1.

^b Voir la note 4.

^c Voir la note 5.

^d Part dans la trésorerie commune du Siège, qui se décompose comme suit : encaisse et dépôts à terme : 422 705 616 dollars; placements à court terme : 499 274 661 dollars (valeur de réalisation : 500 142 838 dollars); placements à long terme : 1 208 616 994 dollars (valeur de réalisation : 1 206 732 314 dollars); intérêts courus à recevoir : 3 495 668 dollars. Voir la note 6.

^e Part dans la trésorerie commune hors Siège, qui se décompose comme suit : encaisse et dépôts à terme : 295 209 dollars; placements à court terme : 741 869 dollars (valeur de réalisation : 743 241 dollars); placements à long terme : 1 554 027 dollars (valeur de réalisation : 1 556 660 dollars); intérêts courus à recevoir : 6 350 dollars. Voir la note 6.

^f Dont un montant de 4 965 000 dollars relatif à des demandes d'indemnisation présentées en double ou à d'autres demandes, qui sera retenu sur des indemnités futures.

^g Fonds retenus qui seront payés aux gouvernements ayant présenté des demandes de type F4 une fois que les projets liés à l'environnement auront été menés à bien. Voir la note 5.

^h Engagements liés à l'assurance maladie après la cessation de service (5 241 000 dollars), prestations liées au rapatriement (140 000 dollars), reliquats de congés payés (71 000 dollars) et indemnité de départ (292 000 dollars). Voir l'alinéa m) iv) de la note 2 et la note 7.

ⁱ Engagements liés à l'assurance maladie après la cessation de service (143 000 dollars), prestations liées au rapatriement (114 000 dollars) et reliquats de congés payés (20 000 dollars).

^j Un montant de 1 408 200 dollars a été prélevé sur la réserve de fonctionnement afin de compléter le budget d'administration de la Commission pendant l'exercice biennal 2010-2011, ce qui a eu pour effet de ramener le montant de la réserve à 44 301 431 dollars au 31 décembre 2011.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

État III

Commission d'indemnisation des Nations Unies^a

Flux de trésorerie de l'exercice biennal clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Fonds d'indemnisation	Appui au Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement ^b	Retenues opérées sur les indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement ^c	Éliminations ^d	Total	
					2011	2009
Flux de trésorerie provenant du fonctionnement						
Excédent (déficit) net (état I)	393 587	650	37 424	—	431 661	331 483
(Augmentation) diminution des soldes débiteurs interfonds	(2 731)	13	740 745	(740 788)	(2 761)	(1)
(Augmentation) diminution des débiteurs divers	2 208	(4)	108 229		110 433	(51 594)
(Augmentation) diminution des charges comptabilisées d'avance	(16)	—	—		(16)	42
Augmentation (diminution) des engagements non réglés	(183)	(59)	—		(242)	(91 774)
Augmentation (diminution) des soldes créditeurs interfonds	(740 788)	—	—	740 788	—	(11)
Augmentation (diminution) des créditeurs divers	7	27	222 823		222 857	831 236
Augmentation (diminution) des recettes comptabilisées d'avance	—	(4 134)	—	—	(4 134)	1 927
Augmentation (diminution) des prestations dues à la cessation de service ou après le départ à la retraite	2 101	151	—	—	2 252	(2 259)
À déduire : intérêts créditeurs	(22 537)	(139)	(37 424)	—	(60 100)	(51 835)
Flux nets de trésorerie provenant du fonctionnement	(368 352)	(3 495)	1 071 797	—	699 950	967 214
Flux de trésorerie provenant des activités de placement						
Intérêts créditeurs	22 537	139	37 424	—	60 100	
Flux nets de trésorerie provenant des activités de placement	22 537	139	37 424	—	60 100	51 835

	Fonds d'indemnisation	Appui au Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement ^b	Retenues opérées sur les indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement ^c	Éliminations ^d	Total	
					2011	2009
Flux de trésorerie provenant des activités de financement						
Engagements d'exercices antérieurs : annulations	14	16	–	–	30	92
Virements sur d'autres fonds	–	–	–	–	–	(27)
Autres ajustements des réserves et des soldes des fonds	–	–	(37 424)	–	(37 424)	(15 370)
	–	–	–		–	–
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	14	16	(37 424)	–	(37 394)	(15 305)
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse, des dépôts à terme et de la part des trésoreries communes	(345 801)	(3 340)	1 071 797	–	722 656	1 003 744
Encaisse, dépôts à terme et part des trésoreries communes en début d'exercice	1 413 783	5 937	–	–	1 419 720	415 976
Encaisse, dépôts à terme et part des trésoreries communes en fin d'exercice	1 067 982	2 597	1 071 797	–	2 142 376	1 419 720

^a Voir la note 1.

^b Voir la note 4.

^c Voir la note 5.

^d Pour donner une image fidèle de la situation dans la colonne « Total », les opérations réciproques entre les colonnes sont éliminées.

Les notes explicatives font partie intégrante des états financiers.

B. Notes relatives aux états financiers

Note 1

Commission d'indemnisation des Nations Unies

a) La Commission d'indemnisation des Nations Unies a été créée en 1991 par les résolutions du Conseil de sécurité 692 (1991) et 687 (1991) pour instruire et régler les demandes d'indemnisation de toutes les pertes, de tous les dommages et de tous les préjudices directs subis du fait de l'invasion et de l'occupation du Koweït par l'Iraq.

b) Par sa résolution 705 (1991), le Conseil de sécurité a décidé que, comme le Secrétaire général l'avait recommandé, la contribution que devait payer l'Iraq au Fonds d'indemnisation n'excéderait pas 30 % de la valeur de ses exportations de pétrole et de produits pétroliers. Par sa résolution 986 (1995), le Conseil a approuvé l'allocation au Fonds d'indemnisation de 30 % du produit des ventes du pétrole iraquien. Comme suite à sa résolution 1330 (2000), la part allouée au Fonds d'indemnisation a été ramenée de 30 % à 25 % à compter du 6 décembre 2000.

c) Par sa résolution 1483 (2003), le Conseil de sécurité a réduit à 5 % la contribution de l'Iraq au Fonds d'indemnisation à compter du 22 mai 2003.

d) Par sa résolution 1956 (2010), le Conseil de sécurité a maintenu à 5 % la contribution établie dans sa résolution 1483 (2003). Par la même résolution, il a décidé qu'après le 30 juin 2011, 5 % de la valeur de tout paiement non monétaire aux fournisseurs seraient également versés au Fonds. Ces conditions ont force obligatoire à l'égard du Gouvernement iraquien à moins que celui-ci et le Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies n'en décident autrement.

Note 2

Récapitulation des principales conventions comptables et règles d'information financière de la Commission d'indemnisation des Nations Unies

a) Les comptes de la Commission d'indemnisation des Nations Unies sont tenus conformément au Règlement financier de l'Organisation adopté par l'Assemblée générale, aux règles de gestion financière établies par le Secrétaire général en application dudit règlement et aux instructions administratives publiées par le Secrétaire général adjoint à la gestion ou par le Contrôleur. Ils sont aussi pleinement conformes aux normes comptables du système des Nations Unies qui ont été adoptées par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS). La Commission applique la norme comptable internationale 1, « Présentation des états financiers », relative à la publication des méthodes comptables, telle que modifiée et adoptée par le Conseil des chefs de secrétariat, à savoir :

i) Continuité des activités, permanence des méthodes et spécialisation des exercices sont les postulats comptables fondamentaux. Lorsqu'ils sont appliqués dans les états financiers, il n'est pas nécessaire de les énoncer. Dans le cas contraire, il faut le préciser en indiquant pourquoi;

- ii) Prudence, primauté de la substance sur la forme et importance relative sont les principes qui déterminent le choix et l'application des conventions comptables;
 - iii) Les états financiers comprennent un exposé clair et concis de toutes les principales conventions comptables qui ont été appliquées;
 - iv) L'indication des principales conventions comptables fait partie intégrante des états financiers, et toutes lesdites conventions doivent normalement être indiquées au même endroit;
 - v) Les états financiers indiquent les chiffres correspondants pour l'exercice précédent;
 - vi) Tout changement de convention comptable qui a une incidence significative sur l'exercice considéré, ou peut en avoir une sur des exercices ultérieurs, doit être indiqué et dûment motivé. Si elle est significative, l'incidence du changement doit être indiquée et quantifiée.
- b) Les comptes de la Commission sont tenus selon le principe de la « comptabilité par fonds ». Chaque fonds est considéré comme une entité comptable et financière distincte, ayant une comptabilité propre en partie double dont les comptes s'équilibrent. Des états financiers distincts sont établis pour chaque fonds ou groupe de fonds de même nature.
- c) L'exercice de la Commission est un exercice biennal qui comprend deux années civiles consécutives.
- d) En règle générale, les recettes et les dépenses ainsi que les éléments de l'actif et du passif sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité en droits constatés (ou comptabilité d'exercice).
- e) Les comptes de la Commission sont libellés en dollars des États-Unis. Les montants inscrits dans les comptes tenus dans d'autres monnaies sont convertis en dollars des États-Unis au moment des opérations, aux taux de change fixés par l'Organisation des Nations Unies. L'encaisse, les placements et les soldes débiteurs et créditeurs exprimés dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis sont indiqués en dollars dans les états financiers, leur montant étant converti aux taux de change opérationnels de l'ONU à la date de l'arrêté des comptes. Si la valeur obtenue en utilisant le taux de change effectif à la date de l'arrêté des comptes s'écarte sensiblement de celle résultant de l'utilisation du taux de change opérationnel de l'ONU pour le dernier mois de l'exercice, le montant de la différence est indiqué dans une note.
- f) Les états financiers de la Commission sont établis selon la méthode du coût historique, et les chiffres ne sont pas réajustés pour tenir compte de l'évolution des prix des biens et des services.
- g) L'état des flux de trésorerie est établi selon la méthode indirecte visée dans les normes comptables du système des Nations Unies.
- h) Les états financiers de la Commission sont présentés conformément aux recommandations formulées par le Groupe de travail des normes comptables à l'intention du Comité de haut niveau sur la gestion.

i) Les résultats des opérations de la Commission présentés dans les états I à III sont récapitulés par grandes catégories d'activité ainsi que sous forme consolidée pour tous les fonds. Cette présentation consolidée ne suppose nullement que des fonds distincts puissent être confondus en aucune manière, les ressources d'un fonds ne pouvant en principe servir qu'à ce fonds.

j) Recettes :

i) Les allocations provenant d'autres fonds sont des sommes qu'il a été décidé de virer d'un fonds à un autre d'où elles seront décaissées;

ii) Les recettes perçues au titre d'arrangements interorganisations représentent des allocations versées par des organismes qui souhaitent que la Commission administre des projets ou autres programmes en leur nom;

iii) Les intérêts créditeurs comprennent tous les intérêts perçus sur les dépôts bancaires et les revenus des placements de la trésorerie commune de l'ONU. Sont déduites des revenus des placements toutes les pertes subies et toutes les pertes nettes non réalisées sur les placements à court terme. Les revenus des placements de la trésorerie commune et les frais de gestion y afférents sont attribués à la Commission;

iv) Les recettes accessoires comprennent les sommes qui ne peuvent plus être versées aux plaignants en raison de l'expiration du délai établi par le Conseil d'administration à sa cinquante-sixième session, le produit de la vente de matériel usagé ou excédentaire, les remboursements de dépenses passées en charges au cours d'exercices antérieurs, les gains nets réalisés sur les opérations de change, les sommes acceptées sans que leur destination ait été spécifiée et d'autres recettes diverses;

v) Les recettes afférentes à des exercices ultérieurs ne sont pas comptabilisées dans l'exercice en cours, mais sont inscrites en tant que recettes comptabilisées d'avance [voir aussi al. m) iii)].

k) Dépenses :

i) Les dépenses sont imputées sur les autorisations d'engagement de dépenses. Les dépenses totales comprennent les engagements non réglés et les décaissements;

ii) Les dépenses engagées pour l'achat de biens durables sont imputées au budget de l'exercice au cours duquel ces biens ont été acquis et ne sont pas portées en immobilisations. L'inventaire de ces biens est établi au coût historique;

iii) Les dépenses afférentes à des exercices à venir ne sont pas imputées au budget de l'exercice considéré mais inscrites comme charges comptabilisées d'avance, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe l) v) ci-après.

l) Actif :

i) L'encaisse et les dépôts à terme sont les fonds déposés dans des comptes à vue ou dans des comptes en banque portant intérêts;

ii) La trésorerie commune comprend les dépôts à vue et à terme et les placements à court terme et à long terme, qui sont gérés centralement, ainsi que les revenus cumulés de ces placements, qui sont tous de même nature. Les

placements à court terme sont comptabilisés au prix coûtant ou à la valeur de marché, le montant inférieur étant retenu; les placements à long terme sont comptabilisés au prix coûtant. Le prix coûtant s'entend de la valeur nominale des titres, majorée ou minorée de toute prime d'émission non amortie. La valeur de réalisation des placements est indiquée dans les notes de bas de page des états financiers; actuellement, la Commission participe à la trésorerie commune du Siège et des bureaux hors Siège (voir aussi note 6);

iii) Les soldes interfonds, qui représentent le résultat des opérations effectuées entre différents fonds, sont compris à la fois dans les montants dus au Fonds général de l'Organisation des Nations Unies et dans ceux dus par celui-ci. Ils tiennent également compte des opérations effectuées directement avec le Fonds général. Ils sont périodiquement l'objet d'un règlement, en fonction des disponibilités;

iv) Il n'a pas été constitué de provision en cas de retard dans le recouvrement des soldes débiteurs;

v) Les charges comptabilisées d'avance comprennent normalement les dépenses qui ne peuvent pas valablement être imputées à l'exercice considéré et qui seront imputées sur un exercice ultérieur. Cette rubrique comprend notamment les engagements prévisionnels approuvés par le Contrôleur pour des exercices à venir conformément à la règle de gestion financière 106.7. Ces engagements sont normalement limités aux besoins administratifs de caractère permanent, ainsi qu'aux contrats ou engagements juridiques dont l'exécution s'étend sur de longues périodes;

vi) Aux fins de l'établissement du bilan, seule la fraction des avances sur les indemnités pour frais d'études qui est censée couvrir l'année scolaire ou universitaire écoulée à la date de l'état financier est inscrite comme charge comptabilisée d'avance. Le montant total des avances demeure comptabilisé comme somme à recevoir des fonctionnaires tant que ceux-ci n'ont pas produit les justificatifs requis, après quoi les avances sont imputées au compte budgétaire approprié et régularisées;

vii) Les frais d'entretien et de réparation des immobilisations sont imputés aux comptes budgétaires appropriés. Le mobilier, le matériel, les autres biens durables et les aménagements apportés aux locaux pris à bail ne sont pas inscrits à l'actif de la Commission. Ces acquisitions sont imputées sur les comptes budgétaires de l'année où elles sont effectuées. La valeur des biens durables est indiquée dans les notes relatives aux états financiers (voir note 8).

m) Passif, réserves et solde des fonds :

i) Les réserves de fonctionnement sont comprises dans le montant total indiqué pour les réserves et les soldes des fonds dans les états financiers

ii) Les engagements non réglés afférents à des exercices à venir figurent à la fois dans les charges comptabilisées d'avance et dans les engagements non réglés;

iii) Les recettes comptabilisées d'avance comprennent les recettes encaissées par anticipation;

iv) Les engagements de l'exercice considéré demeurent valables pendant 12 mois après la fin de l'exercice biennal auquel ils se rapportent, après quoi les soldes restants sont annulés et reportés au crédit du Fonds d'indemnisation en tant que réduction ou annulation d'engagements relatifs à des exercices antérieurs;

v) Les créiteurs divers incluent les montants retenus en rapport avec des projets environnementaux conformément aux décisions 258 et 266 du Conseil d'administration, qui seront débloqués par étapes, une fois les projets en question menés à bien;

vi) Les engagements au titre des prestations dues à la cessation de service ou après le départ à la retraite comprennent le subventionnement des primes d'assurance maladie après la cessation de service, les prestations liées au rapatriement, le paiement des jours de congé accumulés et l'indemnité de départ. Les engagements au titre des primes d'assurance maladie après la cessation de service, des prestations liées au rapatriement et du paiement des jours de congé accumulés sont calculés sur une base actuarielle. Les engagements au titre des prestations liées à la cessation de service sont comptabilisés sur la base des coûts à la date de clôture des comptes, sans actualisation ni autre ajustement;

vii) Le passif éventuel est indiqué dans les notes relatives aux états financiers;

viii) L'ONU fait partie des organisations affiliées à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui a été créée par l'Assemblée générale pour assurer des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes. Le régime des pensions du personnel des Nations Unies est un régime multiemployeurs par capitalisation à prestations définies.

Il est procédé tous les deux ans à une évaluation actuarielle des actifs de la Caisse et de ses engagements au titre des prestations. Comme il n'existe pas de base cohérente et fiable pour imputer à telle ou telle organisation affiliée à la Caisse la part qui lui revient dans les engagements, les actifs et les coûts du régime, l'ONU est dans l'incapacité de déterminer sa part de la situation financière et des résultats du régime de pensions d'une manière suffisamment fiable pour pouvoir la comptabiliser, si bien que ce régime a été traité comme un régime à cotisations définies; la part de l'Organisation dans la situation nette de la Caisse n'est donc pas comptabilisée dans les états financiers.

L'Organisation est tenue de verser des cotisations à la Caisse, au taux fixé par l'Assemblée générale, qui est actuellement de 7,9 % de la rémunération considérée aux fins de la pension pour les participants et de 15,8 % pour l'Organisation. En vertu de l'article 26 des Statuts de la Caisse, elle doit également lui verser sa part du montant qui pourrait être nécessaire pour combler un déficit actuariel. Pour que cette dernière obligation prenne effet, il faut qu'un déficit ait été constaté à la date de la dernière évaluation actuarielle et que l'Assemblée générale ait invoqué les dispositions de l'article 26. Au moment de l'établissement du présent rapport, l'Assemblée n'avait pas invoqué ces dispositions.

Note 3 États I, II et III

a) Recettes de 5 % du produit de toutes les ventes à l'exportation de pétrole iraquien. Comme suite à la résolution 1483 (2003) du Conseil de sécurité, par laquelle le Conseil a appelé à verser au Fonds d'indemnisation 5 % du produit de toutes les ventes à l'exportation de pétrole, de produits pétroliers et de gaz naturel irakiens, et à la résolution 1956 (2010), par laquelle le Conseil a décidé également que 5 % de la valeur de tout paiement non monétaire au titre de ces ventes seraient versés au Fonds d'indemnisation, les recettes sont comptabilisées une fois les sommes effectivement reçues par le Fonds. La méthode de la comptabilité de caisse utilisée ici est appropriée, compte tenu du manque d'informations fiables pour déterminer le montant de 5 % du produit des ventes qui a pu être accumulé mais pas encore reçu à la date de l'établissement du rapport, et étant donné également que le Fonds d'indemnisation n'est pas en possession de ce montant et ne peut pas l'utiliser. Les sommes reçues apparaissent dans les « allocations provenant d'autres organisations » de la section « recettes » de l'état I.

b) Compte spécial pour le paiement d'indemnités. Au 31 décembre 2011, les montants du compte spécial pour le paiement d'indemnités approuvés par le Conseil d'administration de la Commission mais non encore réglés ou engagés en attendant la réception de crédits provenant de la vente de produits du pétrole en application des résolutions 1483 (2003) et 1956 (2010) du Conseil de sécurité s'élevaient à 18 053 758 778 dollars.

c) Allocation d'intérêts. Le Conseil d'administration a adopté, le 10 mars 2005, la décision 243 [S/AC.26/Dec.243 (2005)] par laquelle il a décidé de ne pas donner suite à la question de l'allocation d'intérêts. Cela signifiait qu'aucun intérêt ne serait versé en rapport avec les indemnités accordées. La décision a été communiquée à tous les gouvernements plaignants en 2005.

d) Réclamations présentées deux fois et autres demandes. Par sa décision 252 du 29 septembre 2005, le Conseil d'administration a décidé que toute somme versée à tort et non encaissée concernant des réclamations concurrentes serait déduite des versements finaux aux gouvernements concernés. À ce propos, sur la somme de 3 550 486 dollars à recevoir du Koweït au 31 décembre 2009, un montant de 398 893 dollars a été recouvré et remboursé à la Commission, ce qui a laissé un solde de 3 151 593 dollars à recevoir au 31 décembre 2011. En outre, à sa soixante et unième session, tenue en octobre et novembre 2006, le Conseil d'administration a décidé que le solde de 1 813 756 dollars qui concernait des indemnités concurrentes devrait être déduit du versement final fait au Koweït. Au 31 décembre 2011, le montant restant à recouvrer sur le versement final des indemnités accordées au Koweït est de 4 965 349 dollars.

e) Vente de pétrole iraquien : disponibilités et opérations de troc ; déficiences des systèmes de mesure :

i) Par sa résolution 1483 (2003), le Conseil de sécurité a décidé que 5 % du produit des ventes à l'exportation du pétrole iraquien seraient transférés au Fonds d'indemnisation. Entre 2003 et 2010, et conformément à la résolution 1483 (2003), les ventes à l'exportation ont été auditées par des experts comptables indépendants désignés par le Conseil international consultatif et de contrôle. À ces occasions, les experts ont recensé des déficits pour le Fonds,

qui résultent non seulement du dépôt du produit des ventes au comptant de pétrole et de produits pétroliers sur des comptes gérés par la société de commercialisation du pétrole iraquienne et non sur le compte des recettes pétrolières mais aussi d'opérations de troc de pétrole et de produits pétroliers en échange d'électricité et de produits du pétrole brut léger. Il ressort des audits qu'au 31 décembre 2010, le déficit du Fonds s'élevait à 224,2 millions de dollars concernant ces disponibilités et opérations de troc. Il en ressort également qu'il n'y a pas de système de chargement et de mesure pleinement opérationnel pour les ventes à l'exportation. Par conséquent, on ne peut déterminer de façon fiable les volumes de pétrole et de produits pétroliers exportés. Le Comité d'experts financiers iraquien, qui a pris la relève du Conseil international consultatif et de contrôle le 1^{er} juillet 2011, a chargé une société d'experts comptables indépendante de conduire l'audit pour 2011. Le rapport des auditeurs n'est pas encore terminé;

ii) Exerçant son autorité sur les moyens permettant de s'assurer que les montants requis sont versés au Fonds d'indemnisation, le Conseil d'administration continue de surveiller les paiements faits au Fonds depuis l'expiration du mandat du Conseil international consultatif et de contrôle le 30 juin 2011 et la prise en charge, par le Comité iraquien d'experts financiers, du contrôle des recettes provenant de l'exportation du pétrole iraquien. À sa soixante-douzième session, en octobre 2011, le Conseil d'administration a constaté que depuis le transfert, il n'y avait eu aucun changement dans le mécanisme et que les paiements avaient continué d'être transférés au Fonds d'indemnisation par l'intermédiaire de la Federal Reserve Bank of New York. Concernant les paiements non monétaires, le Conseil d'administration a demandé au Comité iraquien d'experts financiers d'établir un mécanisme adapté dès que possible chargé d'évaluer ces transactions et de transférer l'équivalent de 5 % de ces transactions au Fonds d'indemnisation, conformément à la résolution 1956 (2010). Par conséquent, le secrétariat de la Commission d'indemnisation des Nations Unies consulte régulièrement le Comité iraquien d'experts financiers à propos des versements effectués au Fonds d'indemnisation.

Note 4

Appui de la Commission d'indemnisation des Nations Unies au Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement

Le Conseil d'administration a créé le Programme de suivi des indemnités en décembre 2005 (décision 258), en concertation avec le Gouvernement iraquien et les gouvernements participants (Arabie saoudite, Jordanie, Koweït et République islamique d'Iran). Il s'agit d'un dispositif destiné à surveiller les aspects financiers et techniques de divers projets liés à l'environnement entrepris par les gouvernements requérants grâce à des fonds accordés par la Commission. Le programme est financé par les gouvernements requérants, les sommes étant déduites des indemnisations qui leur reviennent.

Note 5**Retenues sur les indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement**

Un compte spécial a été créé en avril 2009 pour comptabiliser les retenues effectuées et les intérêts échus s'y rapportant conformément aux décisions 258 et 266 du Conseil d'administration. Dans sa décision 258 (décembre 2005), le Conseil d'administration a décidé de retenir sur les derniers versements dus à chacun des gouvernements requérants (Arabie saoudite, Jordanie, Koweït et République islamique d'Iran) 15 % des indemnités F4 totales visées par le Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement et de débloquer les montants correspondants une fois que les projets considérés auraient été menés à bonne fin. Dans sa décision 266 (avril 2009), le Conseil d'administration a décidé de faire retenir 10 % du montant de chacune des indemnités allouées aux cinq projets à exécuter en plusieurs phases et représentant plus de 50 millions de dollars, en attendant de nouvelles instructions de sa part. Les retenues effectuées conformément aux décisions 258 et 266 du Conseil d'administration sont versées sur un compte spécial de l'ONU. En outre, aux termes de la décision 268 du Conseil d'administration (novembre 2009), les intérêts échus sur les sommes retenues en application des décisions 258 et 266 devront être transférés annuellement aux gouvernements concernés et servir à financer l'exécution des projets relatifs à l'environnement.

Note 6**Trésorerie commune**

a) Généralités :

i) La Trésorerie de l'Organisation des Nations Unies investit centralement les fonds excédentaires pour le compte du Secrétariat et celui des opérations de maintien de la paix. Ces fonds sont regroupés dans l'une des trois trésoreries communes gérées en interne, qui investissent dans les grandes classes d'actifs du marché monétaire et du marché des valeurs à revenu fixe. Le regroupement a un effet bénéfique sur le rendement global et sur le risque, grâce aux économies d'échelle et à la possibilité de répartir sur plusieurs échéances les risques liés à la courbe des taux;

ii) Les activités de placement de toutes les trésoreries communes obéissent aux principes énoncés dans les directives de l'ONU pour la gestion des placements. Un Comité des placements évalue périodiquement l'application des directives et fait des recommandations en vue de leur révision; il évalue également les résultats obtenus par les différentes trésoreries communes.

b) Objectifs de la gestion des placements : conformément aux directives, et par ordre d'importance, les objectifs de gestion des placements de toutes les trésoreries communes sont :

i) La sécurité : assurer la préservation du capital;

ii) La liquidité : assurer une liquidité suffisante pour que l'ONU et les participants aux trésoreries puissent aisément couvrir tous leurs besoins opérationnels. Seuls sont détenus les actifs négociables qui peuvent être facilement convertis en disponibilités;

iii) Le retour sur investissement : obtenir un rendement concurrentiel par rapport au marché, compte tenu des contraintes liées au risque d'investissement et de la situation de trésorerie. Pour déterminer si la trésorerie commune obtient des rendements satisfaisants, on évalue ses résultats par rapport à des indices de référence.

c) Trésoreries communes :

i) La Commission participe aux trésoreries communes suivantes :

a. Trésorerie commune du Siège, qui ne comprend que des placements en dollars des États-Unis et n'est utilisée que pour les fonds dont les principaux livres comptables sont tenus au Siège de l'ONU, à New York.

b. Trésorerie commune hors Siège, qui ne comprend que des placements en dollars des États-Unis et n'est utilisée que pour les fonds dont les principaux livres comptables sont tenus ailleurs qu'au Siège de l'ONU;

ii) Les trésoreries communes investissent dans différents types de valeurs, qui peuvent comprendre, sans s'y limiter, des dépôts bancaires, des effets de commerce et des titres émis par des entités supranationales, des organismes d'État ou des gouvernements, avec des échéances inférieures ou égales à cinq ans. Elles n'investissent pas dans les produits dérivés, les titres adossés à des créances mobilières ou immobilières, et les actions;

iii) Les opérations de placement sont comptabilisées à la date de règlement. Les revenus de placements sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice; les frais de transaction directement attribuables aux activités de placement des trésoreries communes sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés et les recettes nettes sont distribuées aux fonds participants, au prorata de leur participation;

iv) Les plus-values et moins-values sur cession de placements – en l'occurrence, la différence entre le produit de la vente et la valeur comptable – sont comptabilisées dans les recettes nettes distribuées aux fonds participant à la trésorerie commune.

d) Information financière relative aux trésoreries communes du Siège et hors Siège :

i) Au 31 décembre 2011, les trésoreries communes du Siège et hors Siège détenaient des actifs d'une valeur de 10 425,5 millions de dollars, dont un montant de 2 136,7 millions dû à la Commission, comme l'indique la rubrique « Trésorerie commune » de l'état II;

ii) Le tableau 1 récapitule l'information financière relative aux trésoreries communes au 31 décembre 2011.

Tableau 1
État récapitulatif de l'actif et du passif des trésoreries communes
au 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Trésorerie commune du Siège</i>	<i>Trésorerie commune hors Siège</i>	<i>Total</i>
Actif			
Placements à court terme ^a	3 825 106	627 484	4 452 590
Placements à long terme ^b	5 014 303	940 267	5 954 570
Total des placements	8 839 409	1 567 751	10 407 160
Encaisse	1	2	3
Produits des placements à recevoir	14 503	3 842	18 345
Total de l'actif	8 853 913	1 571 595	10 425 508
Passif			
Dû à la Commission	2 134 093	2 597	2 136 690
Dû aux autres fonds participant aux trésoreries communes	6 719 820	1 568 998	8 288 818
Total du passif	8 853 913	1 571 595	10 425 508
Actif net	—	—	—

État récapitulatif des recettes nettes des trésoreries communes
pour l'exercice clos le 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Trésorerie commune du Siège</i>	<i>Trésorerie commune hors Siège</i>	<i>Total</i>
Recettes nettes			
Intérêts créditeurs	190 622	40 714	231 336
Plus-values réalisées sur les ventes de titres	103 405	10 080	113 485
Produits du prêt de titres ^c	4 388	559	4 947
Recettes nettes d'exploitation	298 415	51 353	349 768

^a Valeur comptable ou valeur de réalisation si elle est inférieure.

^b Valeur comptable.

^c Le prêt de titres désigne le prêt à court terme par l'ONU de titres qui lui appartiennent et pour lequel elle est rémunérée. Les conditions du prêt sont définies dans un contrat qui prévoit que l'emprunteur donne en garantie à l'Organisation un bien d'une valeur supérieure à celle du titre prêté.

e) Composition de la trésorerie commune du Siège et de la trésorerie commune hors Siège : le tableau 2 montre la valeur des placements détenus par les deux trésoreries communes, par type d'instrument.

Tableau 2

Ventilation par type d'instrument des placements des trésoreries communes au 31 décembre 2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Trésorerie commune du Siège</i>	<i>Valeur comptable</i>	<i>Juste valeur^a</i>
Obligations		
Émises par des organismes d'État	3 071 714	3 073 669
Émises par des États (hors États-Unis) et des institutions supranationales	1 510 322	1 504 100
Obligations du Trésor des États-Unis	1 603 813	1 603 796
Total partiel	6 185 849	6 181 565
Instruments à prime ^b	899 842	899 909
Dépôts à terme	1 753 718	1 753 718
Total, placements	8 839 409	8 835 192
<hr/>		
<i>Trésorerie commune hors Siège</i>	<i>Valeur comptable</i>	<i>Juste valeur^a</i>
Obligations		
Émises par des organismes d'État	989 127	990 001
Émises par des États (hors États-Unis) et des institutions supranationales	325 031	326 577
Total partiel	1 314 158	1 316 578
Instruments à prime ^b	74 978	74 981
Dépôts à terme	178 615	178 615
Total, placements	1 567 751	1 570 174
<hr/>		
<i>Total des trésoreries communes</i>	<i>Valeur comptable</i>	<i>Juste valeur^a</i>
Obligations		
Émises par des organismes d'État	4 060 841	4 063 670
Émises par des États (hors États-Unis) et des institutions supranationales	1 835 353	1 830 677
Obligations du Trésor des États-Unis	1 603 813	1 603 796
Total partiel	7 500 007	7 498 143
Instruments à prime ^b	974 820	974 890

<i>Total des trésoreries communes</i>	<i>Valeur comptable</i>	<i>Juste valeur^a</i>
Dépôts à terme	1 932 333	1 932 333
Total, placements	10 407 160	10 405 366

^a La juste valeur est déterminée par le dépositaire indépendant sur la base d'évaluations de titres obtenues auprès de tierces parties.

^b Dont bons du Trésor des États-Unis et bons à prime.

f) Gestion du risque financier : la trésorerie commune hors Siège et la trésorerie commune en euros sont exposées à différents types de risque financier, dont le risque de crédit, le risque d'illiquidité et le risque de marché (qui comprend le risque de taux d'intérêt et d'autres risques de prix), comme il est décrit ci-après :

i) Risque de crédit : les directives de l'ONU pour la gestion des placements prescrivent de ne pas investir dans des titres d'émetteurs dont la note de crédit est insuffisante et fixent une limite maximale de concentration des titres d'un émetteur donné. Ces conditions étaient remplies à la date des investissements. Les notes de crédit utilisées sont celles données par les principales agences de notation : Standard & Poor's et Moody's pour les obligations et les effets de commerce, et la notation individuelle de Fitch pour les dépôts à terme. Le tableau 3 indique les notes de crédit des émetteurs dont les titres étaient détenus par les trésoreries communes du Siège et hors Siège.

Tableau 3
**Ventilation des placements des trésoreries communes au 31 décembre 2011,
par note de crédit**

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Trésorerie commune du Siège</i>	<i>Total^a</i>	<i>Notes</i>
Obligations	6 185 849	S&P : 28,5 % AAA, 69,9 % AA+/AA- et 1,6 % BBB+; Moody's : 95,5 % Aaa, 2,9 % Aa1/Aa3 et 1,6 % Ba1
Instruments à prime ^b	899 842	S&P : A-1+; Moody's : P-1
Dépôts à terme	1 753 718	Fitch : 76 % A/B et 24 % B
Total, placements	8 839 409	
<i>Trésorerie commune hors Siège</i>	<i>Total^a</i>	<i>Notes</i>
Obligations	1 314 158	S&P : 41,4 % AAA et 58,6 % AA+/AA-; Moody's : 94,7 % Aaa et 5,3 % Aa1/Aa3
Instruments à prime ^b	74 978	S&P : A-1+; Moody's : P-1
Dépôts à terme	178 615	Fitch : 60,8 % A/B et 39,2 % B
Total, placements	1 567 751	

^a Valeur comptable des titres au 31 décembre 2011.

^b Dont bons du Trésor des États-Unis et bons à prime.

ii) **Risque d'illiquidité** : les trésoreries communes du Siège et hors Siège sont exposées à un risque d'illiquidité, car les participants doivent effectuer des retraits à court délai. Elles conservent des disponibilités et des titres négociables en quantités suffisantes pour faire face aux engagements au moment où ils arrivent à échéance. La majeure partie de leur encaisse, des équivalents de trésorerie et des placements est disponible dans un délai d'un jour pour répondre aux besoins opérationnels. Ainsi, les trésoreries communes peuvent répondre sans délai aux demandes de retrait, et le risque d'illiquidité est considéré comme faible;

iii) **Risque de taux d'intérêt** : le risque de taux d'intérêt est le risque de fluctuation de la valeur des placements du fait de variations des taux d'intérêt. En règle générale, le prix d'un titre à taux fixe chute à mesure que le taux d'intérêt augmente, et vice versa. Le risque de taux est habituellement mesuré en fonction de la durée, exprimée en années, de chaque titre à taux fixe. Plus la durée est longue et plus le risque de taux est élevé. Les trésoreries communes du Siège et hors Siège sont exposées au risque de taux, car leurs placements comprennent des titres portant intérêt. Au 31 décembre 2011, les placements de la trésorerie commune comprenaient principalement des titres à échéance plutôt courte, la durée maximale étant de moins de quatre ans. L'échéance moyenne des titres de la trésorerie commune du Siège et de la trésorerie commune hors Siège était de 1,12 année et de 0,89 année, respectivement, ce qui est considéré comme un indicateur de faible risque de taux. Le tableau V illustre la façon dont la juste valeur de la trésorerie au 31 décembre 2011 évoluerait si le rendement global des placements variait en raison des fluctuations des taux d'intérêt. On y voit l'incidence de glissements vers le haut ou vers le bas de la courbe des rendements pouvant aller jusqu'à 200 points de base (100 points de base = 1 %). Vu la conjoncture des taux d'intérêt, ces glissements de points de base n'ont toutefois qu'une valeur indicative.

Tableau 4
Sensibilité des trésoreries communes aux taux d'intérêt, au 31 décembre 2011

<i>Glissements de la courbe des rendements (points de base)</i>	<i>Incidence sur la juste valeur (en millions de dollars É.-U.)</i>		
	<i>Trésorerie commune du Siège</i>	<i>Trésorerie commune hors Siège</i>	<i>Total</i>
-200	197	28	225
-150	148	21	169
-100	99	14	113
-50	49	7	56
0	0	0	0
50	-49	-7	-56
100	-99	-14	-113
150	-148	-21	-169
200	-197	-28	-225

iv) Autres risques de prix : la trésorerie du Siège et la trésorerie hors Siège ne sont pas exposées à d'autres risques de prix significatifs, car elles n'empruntent pas de titres, n'en vendent pas à découvert et n'en achètent pas sur marge, ce qui limite les risques de perte de capitaux.

Note 7

Engagements au titre des prestations dues à la cessation de service ou après le départ à la retraite

a) Les prestations dues à la cessation de service ou après le départ à la retraite se composent des subventions de prime de l'assurance maladie accordées après la cessation de service, des prestations liées au rapatriement, du paiement des jours de congé accumulés et de l'indemnité de départ. Comme indiqué à la note 2 m) vi), les engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, des prestations liées au rapatriement et des jours de congé accumulés sont calculés au moyen d'une évaluation actuarielle réalisée par un cabinet d'actuaire indépendants. Les engagements au titre des prestations de fin de service sont comptabilisés sur la base des coûts à la date de clôture des comptes, sans actualisation ni autre ajustement.

b) Assurance maladie après la cessation de service :

i) À la cessation de service, les fonctionnaires et les personnes à leur charge peuvent choisir de s'affilier à un plan d'assurance maladie à prestations définies des Nations Unies à condition de remplir certaines conditions, dont 10 ans d'affiliation à un plan d'assurance maladie des Nations Unies pour les fonctionnaires recrutés après le 1^{er} juillet 2007 et 5 ans d'affiliation pour ceux recrutés avant cette date. Cette prestation est dénommée assurance maladie après la cessation de service;

ii) Les principales hypothèses sur lesquelles l'actuaire s'est fondé pour évaluer les engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service au 31 décembre 2011 étaient les suivantes : taux d'actualisation de 4,5 %; hausse du coût des soins de santé de 8 % en 2012, tombant progressivement à 4,5 % en 2027 et au-delà; et hypothèses concernant les départs à la retraite, la liquidation des droits et le taux de mortalité en accord avec celles utilisées par la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pour sa propre évaluation actuarielle. Par rapport à l'évaluation arrêtée au 31 décembre 2009, les principaux changements étaient les suivants : abaissement de l'hypothèse relative au taux d'actualisation, qui est ramené de 6,0 % à 4,5 % pour tenir compte de la baisse généralisée des coûts financiers de référence concernant les obligations de premier rang émises par des sociétés; et relèvement de l'hypothèse relative au coût des soins de santé pour les plans proposés en dehors des États-Unis d'Amérique;

iii) L'évaluation des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service consiste également à prendre en compte les primes de tous les participants pour calculer les engagements résiduels de la Commission. Ainsi, les primes payées par les retraités sont déduites du montant brut des engagements et une partie des primes des fonctionnaires en activité en est également déduite pour parvenir au montant des engagements résiduels de la Commission, conformément aux ratios de partage des coûts approuvés par l'Assemblée générale. Selon ces ratios, la part de la Commission ne doit pas

dépasser la moitié pour les régimes d'assurance maladie autres que ceux qui sont offerts aux États-Unis, les deux tiers pour les régimes d'assurance proposés aux États-Unis et les trois quarts pour le régime d'assurance maladie du personnel recruté localement;

iv) Compte tenu des hypothèses énoncées ci-dessus aux alinéas ii) et iii), la valeur actualisée des engagements au 31 décembre 2011, nets des primes à la charge des participants, a été estimée à 5 384 000 dollars (voir tableau 5). Le montant net des engagements était de 3 338 000 dollars au 31 décembre 2009. L'augmentation de 2 046 000 dollars s'explique principalement par une perte actuarielle de 1 790 000 dollars qui résulte pour l'essentiel de la modification de l'hypothèse relative au taux d'actualisation (ramené de 6 % au 31 décembre 2009 à 4,5 % au 31 décembre 2011);

Tableau 5

Engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service

(En milliers de dollars des États-Unis)

Montant brut des engagements	10 768
À déduire : primes versées par les participants	(5 384)
Montant net des engagements	5 384

v) Selon les hypothèses indiquées à l'alinéa ii) ci-dessus, on estime que la valeur actualisée des engagements augmenterait de 21 % ou diminuerait de 17 % si les frais médicaux augmentaient ou diminuaient de 1 %, toutes autres hypothèses demeurant constantes. De la même façon, on estime que les engagements augmenteraient de 22 % si le taux d'actualisation était abaissé de 1 %, ou diminueraient de 17 % si le taux était relevé de 1 %, toutes autres hypothèses demeurant constantes.

c) Prestations liées au rapatriement :

i) À la cessation de service, les fonctionnaires qui remplissent certaines conditions, dont celle de résider en dehors de leur pays de nationalité au moment où ils cessent leurs fonctions, ont droit à une prime de rapatriement dont le montant est fonction de l'ancienneté, ainsi qu'au remboursement des frais de voyage et de déménagement. Ces avantages sont collectivement dénommés « prestations liées au rapatriement »;

ii) Les services d'un actuaire-conseil ont été retenus pour réaliser une évaluation actuarielle des engagements au titre des prestations liées au rapatriement au 31 décembre 2011 [voir également la note 2 m) vi)]. L'actuaire a retenu les principales hypothèses suivantes : taux d'actualisation de 4,5 %; progression des traitements allant de 4 % à 9,1 % par an selon l'âge et la catégorie des fonctionnaires; et augmentation des frais de voyage de 2,5 % par an;

iii) Sur la base de ces hypothèses, la valeur actualisée des engagements au titre des prestations liées au rapatriement au 31 décembre 2011 a été estimée à 254 000 dollars.

d) Jours de congé accumulés :

i) À la cessation de service, les fonctionnaires titulaires d'un engagement de durée déterminée ou d'un engagement de caractère continu ont droit au paiement des jours de congé annuel qu'ils ont accumulés, jusqu'à concurrence de 60 jours ouvrables;

ii) Les services d'un actuaire-conseil ont été retenus pour réaliser une évaluation actuarielle des engagements au titre des jours de congés accumulés au 31 décembre 2011. L'actuaire a retenu les principales hypothèses suivantes : taux d'actualisation de 4,5 %; augmentation annuelle du nombre de jours de congé accumulés de 12,5 jours pour chacune des trois premières années de service, de 3 jours de la quatrième à la sixième année et de 0,1 jour par an les années suivantes, jusqu'à concurrence de 60 jours [voir également la note 2 m) vi)]; et progression des traitements allant de 4 % à 9,1 % par an selon l'âge et la catégorie des fonctionnaires;

iii) Sur la base des hypothèses énoncées ci-dessus, la valeur actualisée des engagements au titre des jours de congé accumulés au 31 décembre 2011 a été estimée à 91 000 dollars.

e) Indemnité de départ : certains fonctionnaires ont droit à une indemnité de licenciement si la Commission met fin à leur engagement. Les engagements de la Commission à ce titre au 31 décembre 2011 sont estimés à 292 000 dollars.

Note 8**Biens durables**

Conformément aux conventions comptables de l'Organisation, les biens durables ne figurent pas parmi les immobilisations de la Commission, leur prix d'achat étant imputé aux crédits budgétaires au moment de l'acquisition. La valeur des biens durables de la Commission, établie au coût historique au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2009, est récapitulée au tableau 6.

Tableau 6

Valeur des biens non durables

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2011	2009
Solde au 1 ^{er} janvier	263	993
Plus : achats	22	16
Moins : sorties	(40)	(747)
Autres ajustements	–	1
Solde au 31 décembre	245	263

Note 9**Opérations futures**

Les demandes d'indemnisation ayant toutes été traitées, le Conseil d'administration a décidé, à sa cinquante-huitième session, de conserver à Genève

une Commission réduite comptant deux composantes : le Conseil d'administration et un secrétariat restreint.

Les activités du Secrétariat consistent essentiellement à assurer le service du Conseil d'administration, à prendre les dispositions nécessaires pour faire effectuer, dans les délais, le versement intégral des fonds au Fonds d'indemnisation, à payer les indemnisations restantes qui, au 31 décembre 2011, s'élevaient à quelque 18 milliards de dollars, et à gérer le Programme de suivi des indemnités allouées pour les projets relatifs à l'environnement, institué par le Conseil d'administration en décembre 2005, notamment en administrant les fonds retenus au titre de ce programme.

À sa soixante et onzième session, en avril 2011, le Conseil d'administration a adopté la décision 269, qui vise à mener rapidement à bien le programme environnemental. Dans cette optique, le Conseil a défini, à l'intention des États participants, cinq systèmes et contrôles structurels, le secrétariat de la Commission d'indemnisation étant chargé d'œuvrer au renforcement des capacités de manière à aider les États à atteindre l'objectif fixé. À sa soixante-quatorzième session, en novembre 2012, le Conseil d'administration devrait évaluer l'adéquation des systèmes et contrôles afin de déterminer si, pour les différents États, le programme a été mené à bien et quand il devrait être clôturé.

Le paiement des indemnisations se poursuit conformément à la décision 267 du Conseil d'administration. Compte des ressources dont dispose le Fonds d'indemnisations, l'on estime qu'il faudrait environ quatre années et demie pour payer le solde de 18 milliards de dollars d'indemnisations dû au Koweït.
